



continuerons également d'améliorer les conditions d'accès par les voies bilatérales avec certains pays, comme nous l'avons fait avec Israël et le Chili, et comme nous le faisons actuellement avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à savoir la Norvège, la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein. Et, naturellement, nous resterons toujours aux aguets pour saisir les nouvelles occasions de préserver et d'améliorer l'accès au marché de notre plus important partenaire commercial, les États-Unis.

Le gouvernement dispose de deux moyens pour améliorer l'accès aux marchés : l'expansion du commerce international et la négociation. L'expansion du commerce international, c'est ce à quoi travaillent tous les jours nos délégués commerciaux, qui ont des bureaux dans chacune des grandes agglomérations canadiennes et dans plus de 100 villes à l'étranger. Ils écoutent les Canadiens qui veulent faire des affaires à l'étranger, et les aident à éviter les embûches. Ils collaborent avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE), qui offre des facilités de financement et d'assurance des exportations de premier choix, ainsi qu'avec la Corporation commerciale canadienne (CCC), qui aide les fournisseurs canadiens à remporter des contrats d'exportation adjugés par des gouvernements étrangers et des organisations internationales. Ils connaissent à fond les politiques commerciales et d'investissement de nos partenaires commerciaux et s'assurent que ceux-ci respectent les règles du jeu.

Il arrive cependant qu'il faille changer ces règles. Et c'est là qu'interviennent nos négociateurs. J'entends bien les garder très occupés à améliorer notre position concurrentielle à l'étranger. Ils travaillent actuellement sur un accord de libre-échange entre le Canada et l'AELE, sur les accessions à l'OMC, sur les accords de protection des investissements étrangers et sur toute une gamme d'autres initiatives exposées dans *Ouverture sur le monde*. Ils se préparent également aux négociations sur la ZLEA et à de nouvelles négociations commerciales multilatérales en menant des consultations auprès de tous les Canadiens.

Il est essentiel que nous consultions les Canadiens, parce que le commerce et l'investissement internationaux ne sont pas des choses qui se produisent « ailleurs » et qui concernent « les autres ». Il s'agit au contraire de la création d'emplois locaux et

de la croissance de l'économie nationale. C'est l'automobile assemblée à Windsor, mais fabriquée avec de l'acier produit à Hamilton, de l'aluminium du Québec, du zinc de la Colombie-Britannique, des plastiques de l'Ontario et des composantes électroniques venues de partout au pays. Le commerce est synonyme de vrais emplois pour des gens en chair et en os. En fait, un emploi canadien sur trois dépend du commerce. C'est pourquoi je suis fermement convaincu que les Canadiens doivent contribuer au processus lorsque nous nous préparons en vue de nouvelles négociations.

Afin d'en savoir davantage sur ce que le gouvernement fait pour que les Canadiens continuent de réussir sur les marchés internationaux, je vous invite à prendre connaissance de notre *Plan de promotion du commerce international*, qui devrait être publié à la mi-avril 1999, ainsi que des rapports annuels de 1998 de la SEE et de la CCC. Vous voudrez peut-être également visiter le site Web du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (www.dfait-maeci.gc.ca) où nous affichons régulièrement des informations sur les questions en cours de négociation.

Réduire les barrières commerciales pour les Canadiens à l'étranger n'est pas une mince tâche. C'est pourquoi je demande instamment à tous les Canadiens de nous aider à y parvenir en nous signalant les difficultés auxquelles ils se heurtent à l'étranger. Comme l'ont montré les très fructueuses missions Équipe Canada du premier ministre, les Canadiens réussissent mieux lorsqu'ils travaillent ensemble. J'anticipe le plaisir de travailler avec vous pour faire en sorte que nous continuions de réussir dans le domaine vital du commerce et de l'investissement dans le monde.

Le ministre du Commerce international,

Sergio Marchi